

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA

États financiers

31 décembre 2021

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	3 - 4
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats et évolution des actifs nets	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 10

Amstutz Inc.

Comptables Professionnels Agréés

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de
ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT JEUNESSE DE LOYOLA

Opinion - Nous avons effectué l'audit des états financiers de ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT JEUNESSE DE LOYOLA (l'organisme), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes à but non lucratif.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers" du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers - La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers - Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Par: Stéphanie Beauchamp Amstutz, CPA auditrice, CA
Le 23 mars 2022
Montréal, Québec
Lic. No: A142099

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA
RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
exercice terminé le 31 décembre 2021

	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
PRODUITS		
Subventions (note 5)	224 084 \$	93 246 \$
Contributions des partenaires (note 6)	152 383	142 606
Dons	30 066	20 824
Autres	297	917
Programmes et frais d'adhésion	<u>-</u>	<u>771</u>
	<u>406 830</u>	<u>258 364</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	290 242	172 018
Activités et fournitures	56 842	46 854
Honoraires professionnels	31 470	1 920
Remboursement d'une subvention - Ville de Montréal		
Politique de l'enfant	12 000	-
Fournitures de bureau	9 322	14 707
Taxes de vente non récupérables	3 346	-
Publicité et promotion	2 452	560
Télécommunications	2 389	713
Assurance	2 095	-
Coûts administratifs	1 850	285
Contractuels	1 784	7 330
Taxes et permis	1 406	110
Formation	1 269	2 060
Événements spéciaux	500	5 445
Frais bancaires	<u>155</u>	<u>139</u>
	<u>417 122</u>	<u>252 141</u>
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(10 292)	6 223
ACTIFS NETS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>87 143</u>	<u>80 920</u>
ACTIFS NETS, À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>76 851 \$</u>	<u>87 143 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA
BILAN
au 31 décembre 2021

	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	124 730 \$	150 079 \$
Comptes à recevoir	25 468	1 170
Taxes de vente à recevoir	914	1 889
Subvention à recevoir	<u>-</u>	<u>6 303</u>
	<u>151 112 \$</u>	<u>159 441 \$</u>
 PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	11 761 \$	613 \$
Subventions reportées (note 4)	<u>62 500</u>	<u>71 685</u>
	<u>74 261</u>	<u>72 298</u>
 ACTIFS NETS		
NON AFFECTÉS	<u>76 851</u>	<u>87 143</u>
	<u>76 851</u>	<u>87 143</u>
	<u>151 112 \$</u>	<u>159 441 \$</u>

AU NOM DU CONSEIL

[Signature] administrateur

[Signature] administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
 JEUNESSE DE LOYOLA
 FLUX DE TRÉSORERIE
 exercice terminé le 31 décembre 2021

	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(10 292) \$	6 223 \$
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes à recevoir	(24 298)	299
Taxes de vente à recevoir	975	(1 249)
Subvention à recevoir	6 303	-
Créditeurs et frais courus	11 148	495
Subventions reportées	<u>(9 185)</u>	<u>57 285</u>
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS TRÉSORERIE	(25 349)	63 053
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>150 079</u>	<u>87 026</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>124 730 \$</u>	<u>150 079 \$</u>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
au 31 décembre 2021

1. STATUT ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme, constitué le 30 janvier 1998 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec est un organisme sans but lucratif.

L'organisme offre des programmes éducatifs, culturels, récréatifs, sociaux et communautaires aux enfants, adolescents et adultes de la communauté. L'organisme a pour objectif de s'assurer que les besoins de la communauté sont comblés par l'accès à une programmation de qualité, offert en partenariat avec les établissements d'enseignement, les organismes communautaires et les programmes et services des divers paliers de gouvernement.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Estimations de la direction

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatations des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Autofinancement

Les produits des activités d'autofinancement sont constatés quand les services sont rendus ou quand les événements ont eu lieu.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
au 31 décembre 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux résultats au cours de l'exercice où elles sont acquises.

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes à recevoir et des taxes de vente à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et frais courus.

3. IMMOBILISATIONS

Les montants des immobilisations comptabilisés dans les charges durant l'exercice totalisent 1 396\$. Ces montants sont constitués de matériel informatique.

4. SUBVENTIONS REPORTÉES

Les subventions reportées représentant des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice. Ces montants sont généralement utilisés au cours du prochain exercice et comptabilisés comme revenus à ce moment. Les variations survenues dans le solde des subventions reportées sont les suivantes:

	<u>2 0 2 0</u>	<u>Encais- sements</u>	<u>Constatées à titre de revenus</u>	<u>2 0 2 1</u>
Centraide	19 476 \$	50 000 \$	19 476 \$	50 000 \$
Ville de Montréal				
Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	14 400	-	14 400	-
Politique de l'enfant	3 309	-	3 309	-
Fondation du Grand Montréal				
Fonds d'urgence pour l'appui communautaire	34 500	-	34 500	-
Bourses	-	12 500	-	12 500
	<u>71 685 \$</u>	<u>62 500 \$</u>	<u>71 685 \$</u>	<u>62 500 \$</u>

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEUNESSE DE LOYOLA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
au 31 décembre 2021

5. SUBVENTIONS	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
Ville de Montréal		
Programme de soutien à la réalisation d'activités de loisirs	64 862 \$	64 862 \$
Réseau réussite Montréal	60 181	-
Prévention violence jeunesse	20 817	7 847
Programme Montréal interculturelle (PMI) 2019	16 000	-
Politique de l'enfant	3 309	7 532
Gouvernement du Canada		
Emplois d'été Canada	41 415	6 688
Subvention salariale d'urgence du Canada	-	6 317
Soutien à l'action bénévole	<u>17 500</u>	<u>-</u>
	<u>224 084 \$</u>	<u>93 246 \$</u>
6. CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
Centraide	19 476 \$	40 064 \$
Ville M-TESS	39 500	40 937
Table Jeunesse		
Comité aide aux devoirs	22 157	8 011
Ça bouge dans mon parc	3 970	-
Fondation du Grand Montréal	34 500	26 297
Second Harvest Emergency Food Security Fund	20 000	7 900
Ryerson University	12 780	-
Arrondissement de Côte-des-Neiges		
Notre-Dame-de-Grâce	-	11 800
Fonds d'urgence Covid-19	-	5 597
Caisse Populaire	-	2 000
Club des petits déjeuners	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>152 383 \$</u>	<u>142 606 \$</u>

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2021.

Risque de liquidité - le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créiteurs et frais courus.

Risque de crédit - le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux comptes à recevoir et aux taxes de vente à recevoir.